



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

aciérie Ascoval

Question au Gouvernement n° 1797

Texte de la question

ACIÉRIE ASCOVAL

M. le président. La parole est à Mme Anne-Laure Cattelot.

Mme Anne-Laure Cattelot. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, certains ont tendance à croire que l'industrie serait un sujet bien trop sérieux pour être débattu par tous. Or l'industrie, l'avenir de l'usine à côté de chez nous ou à l'autre bout de la France est bien un sujet qui anime nos chaumières, mobilise les élus locaux et nationaux.

Je veux revenir aujourd'hui sur le cas de la société Ascoval, dont les salariés courageux vivent des montagnes russes émotionnelles depuis plus d'un an. Le scénario du démantèlement et de la clef sous la porte semble s'éloigner, cinq repreneurs potentiels s'étant déclarés à deux jours de l'audience devant la chambre commerciale de Strasbourg.

Il semble bien y avoir une méthode pour sauver un site industriel : que tout le monde, quelles que soient ses convictions politiques, les syndicats, la direction s'unissent dans le même but, celui de donner un second souffle à des outils industriels performants. Mais soyons tous humbles : d'autres dossiers industriels sensibles n'ont pas connu la même issue malgré tous les efforts. Je pense aux fermetures de sites stratégiques, Akers, Sambre et Meuse, des fleurons centenaires liquidés ces dernières années dans le Nord. Je pense à Arjowiggins, aux Fonderies du Poitou, à Ford, à la Sucrierie de Cagny, dont le sort reste incertain, aux familles inquiètes en pensant à demain.

Monsieur le ministre, anticiper doit être notre maître mot à tous. Il est difficile pour les régions, l'État, les élus locaux d'agir en pompiers à la dernière minute. L'industrie française ne pourra pas faire l'économie d'une intégration des considérations environnementales, terreau d'opportunités et de nouveaux marchés, et de la nécessaire digitalisation de l'outil industriel et des process de fabrication : son avenir passe forcément par là. Cette industrie du futur ne sera pas le remplacement de l'ancienne par une nouvelle. Ces solutions doivent se réaliser dans chaque territoire de France.

Pouvez-vous expliquer à la représentation nationale, monsieur le ministre, les mesures d'anticipation de la politique industrielle française afin que la fin du diesel n'ait pas de relents de fermeture des mines ? Comment mettre en œuvre un accompagnement approprié des territoires dépendant de l'industriel qui l'abandonne ? Monsieur le ministre, l'enjeu est collectif : c'est la réussite des industriels français, leur donner envie d'investir, de faire confiance pour recruter. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. Si ce brouhaha pouvait cesser ! Ceux qui ont des conversations à tenir peuvent aller les tenir en dehors de l'hémicycle. *(Applaudissements.)*

La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances*. Madame la députée, Ascoval peut reprendre espoir parce que vous vous êtes mobilisée, que les élus locaux se sont mobilisés, de la maire de Saint-Saulve jusqu'à Xavier Bertrand, président de la région des Hauts-de-France. Ascoval peut retrouver espoir parce que les salariés ont été exemplaires de courage et de détermination. Ascoval peut retrouver espoir parce que trois offres solides et sérieuses de reprise du site industriel ont été déposées hier. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Je me battrais pour chaque emploi industriel menacé, comme je me suis battu s'agissant d'Arc international, qui a trouvé un nouveau financement, ou des Fonderies du Poitou, sur le cas desquelles nombre d'entre vous m'ont alerté. Je continuerai à me battre pour Arjowiggins. Je continuerai à me battre pour une reconversion solide et riche de perspectives du site de Blanquefort à Bordeaux.

Vous avez parfaitement raison : notre première responsabilité est d'anticiper des transformations technologiques et industrielles d'une rapidité sans précédent dans notre histoire économique. Anticiper, c'est avoir le courage, que vous avez eu, que cette majorité a eu, d'alléger la fiscalité sur le capital pour que nous puissions financer notre industrie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Sébastien Jumel. Ça ne marche pas !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. Anticiper, c'est lancer des plans de formation et de qualification comme Muriel Pénicaud l'a fait, pour qu'on ne voit plus des PME, des TPE chercher désespérément des chaudronniers, des soudeurs, des ingénieurs, des développeurs parce que la France n'a pas su dispenser des qualifications conformes aux besoins des entreprises. Depuis plusieurs mois nous qualifions et nous formons les nouvelles générations en fonction des besoins de notre industrie et de notre économie.

Anticiper enfin c'est financer l'innovation, la recherche. C'est le Fonds pour une innovation de rupture, que vous avez eu le courage de voter et qui va nous permettre de garder un temps d'avance en matière technologique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

Nous avons amorcé la reconquête industrielle...

M. le président. Merci monsieur le ministre.

Données clés

Auteur : [Mme Anne-Laure Cattelot](#)

Circonscription : Nord (12^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1797

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 mars 2019](#)